

Na afloop van die termijn kan de Regering de beslissing tot ambtshalve ontslag niet meer vernietigen. Bij gebrek aan vernietiging door de Regering binnen de termijn bedoeld in § 2, heeft de beslissing tot ambtshalve ontslag volkomen gevolg.»

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement, 962 (2008-2009), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 30 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1855

[2009/202290]

30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions et modalités selon lesquelles la garantie du Gouvernement wallon peut être accordée aux emprunts pour le financement des opérations visées à l'article 63 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, notamment l'article 63;

Vu le décret du 3 avril 2009 portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, notamment les articles 2 et 3;

Vu le décret du 3 avril 2009 modifiant le décret du 10 mars 1994 relatif à la création de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures et portant des dispositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2009;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er} de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Ministre : le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

2^o l'emprunteur : le pouvoir organisateur de l'établissement de soins visé par les articles 2 à 7 et 170, § 1^{er}, de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, à l'exception des maisons de repos et de soins.

Art. 3. Le présent arrêté détermine les conditions et modalités spécifiques selon lesquelles le Gouvernement peut octroyer sa garantie aux emprunts contractés pour le financement des opérations visées à l'article 63 de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008.

Art. 4. Les emprunts devront avoir été contractés auprès d'une (ou plusieurs) institution(s) financière(s) ayant adhéré à la "Convention-cadre entre la Région wallonne et Febelfin relative à la garantie donnée par la Région wallonne aux institutions financières pour les financements concernant les travaux de construction et de reconditionnement des institutions hospitalières et des établissements d'accueil pour personnes âgées". L'(Les) Institution(s) financière(s) sera (seront) sélectionnée(s) par l'emprunteur dans le respect de la législation sur les marchés publics.

Art. 5. La durée des emprunts doit être fixée en fonction de la longévité présumée des investissements auxquels ils se rapportent et ne peut dépasser 34 ans, en ce compris la période de prélèvement de maximum quatre ans.

Art. 6. § 1^{er}. La garantie est accordée pour la durée de l'emprunt et porte sur le remboursement en principal, le paiement des intérêts, des charges financières et des intérêts intercalaires de l'emprunt.

§ 2. Les montants versés par le Gouvernement, en exécution de la garantie accordée, sont récupérés auprès de l'emprunteur défaillant. Cette récupération peut, à la demande du Gouvernement, être effectuée par l'administration ou l'organisme d'intérêt public désigné à cet effet par le Ministre.

Art. 7. § 1^{er}. Les emprunts doivent être contractés conformément à la décision prise par le Ministre, suite à la demande d'octroi de garantie.

§ 2. La demande est introduite auprès du Ministre par l'emprunteur par lettre recommandée à la poste; la décision du Ministre est notifiée de la même façon.

§ 3. La demande est accompagnée des documents suivants :

1° un projet de contrat d'emprunt, établi par l'institution de crédit sélectionnée, avec indication des renseignements et clauses usuels, et, principalement, du montant de l'emprunt, de la structure du taux d'intérêt et des charges financières éventuelles, de la durée de l'emprunt et du tableau d'amortissement indicatif à la date de l'offre;

2° un avis émanant de l'institution financière qui atteste que les bilans et comptes de résultats certifiés des 3 derniers exercices et le plan financier d'investissement ont été évalués par l'institution financière;

3° la preuve que l'emprunteur est une administration publique subordonnée, une association sans but lucratif ou une institution d'utilité publique.

Art. 8. § 1^{er}. Afin de permettre le contrôle de l'octroi de la garantie, l'emprunteur s'engage à :

1° fournir tous renseignements d'ordre financier et comptable nécessaires à l'appréciation du risque;

2° fournir toute justification relative à l'utilisation du prêt aux fins prévues et à la bonne exécution du projet pour lequel le prêt a été consenti;

3° ne pas aliéner ses biens ou immeubles ou les donner en garantie au profit de tiers avant le remboursement de l'emprunt garanti par le Gouvernement sans accord préalable du Ministre;

4° consentir une hypothèque, en vue de garantir l'engagement de la garantie de la Région wallonne, sur les immeubles en sa possession, ou qu'il viendrait à acquérir, à la première demande du Ministre et à concurrence du montant que celui-ci fixera. Si le demandeur est une ASBL, le Ministre pourra exiger que l'engagement de l'emprunteur soit concrétisé par un mandat authentique d'hypothéquer ses immeubles, à concurrence du montant garanti. Une convention de parité de rang pourra être signée entre l'(les) institution(s) financière(s) et la Région wallonne.

§ 2. S'il y a simultanément garantie de la Région wallonne et cautionnement d'un tiers, celui-ci est considéré, dans ses rapports avec la Région wallonne, comme débiteur principal solidairement et indivisiblement engagé avec l'emprunteur, de sorte que ce tiers ne pourra exercer de recours contre le Gouvernement s'il est amené à payer en lieu et place de l'emprunteur. Par contre, le Gouvernement, s'il rembourse l'institution financière, aura un recours à due concurrence contre la caution.

Art. 9. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1855

[2009/202290]

30 APRIL 2009. — **Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder en van de wijze waarop de waarborg van de Waalse Regering verleend kan worden voor de leningen ter financiering van de verrichtingen bedoeld in artikel 63 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, inzonderheid op artikel 63;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende bepalingen betreffende het verlenen van de Gewestwaarborg voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op het decreet van 3 april 2009 houdende wijziging van het decreet van 10 maart 1994 betreffende de oprichting van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures" (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructures) en houdende bepalingen betreffende de toekenning van de waarborg van het Gewest, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 april 2009;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de Minister : De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

2° de lener : de inrichtende macht van de verzorgingsinrichting bedoeld in de artikelen 2 tot 7 en 170, § 1, van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, met uitzondering van de rusthuizen en verzorgingsinstellingen;

Art. 3. Dit besluit bepaalt de voorwaarden waaronder en de wijze waarop de Regering haar waarborg kan verlenen voor de leningen aangegaan ter financiering van de verrichtingen bedoeld in artikel 63 van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008.

Art. 4. De leningen moeten aangegaan worden bij één of meer financiële instellingen die de "Raamovereenkomst tussen het Waalse Gewest en Febelfin betreffende de waarborg gegeven door het Gewest aan de financiële instellingen voor de financiering van werkzaamheden i.v.m. de bouw en de hernieuwing van de ziekenhuisinstellingen en de inrichtingen voor de opvang van bejaarde personen" getekend hebben. De financiële instelling(en) wordt (worden) door de lener geselecteerd overeenkomstig de wetgeving op de overheidsopdrachten.

Art. 5. De duur van de leningen wordt vastgelegd op grond van de vermoedelijke looptijd van de investeringen waarop ze betrekkingen hebben en bedraagt hoogstens 34 jaar, met inbegrip van de voorheffingsperiode van maximum vier jaar.

Art. 6. § 1. De waarborg wordt verleend voor de duur van de lening en slaat op de terugbetaling in hoofdsom, de betaling van de intresten, de financiële lasten en de tussentijdse intresten van de lening.

§ 2. De bedragen gestort door de Regering ter uitvoering van de toegekende waarborg worden verhaald bij de in gebreke gebleven lener. Die invordering kan op verzoek van de Regering verricht worden door de administratie of door de instelling van openbaar nut die de Minister daartoe aanwijst.

Art. 7. § 1. De leningen kunnen aangegaan worden overeenkomstig de beslissing die de Minister genomem heeft ingevolge de aanvraag tot toekenning van de waarborg.

§ 2. De aanvraag wordt door de lener bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister gericht; de beslissing van de Minister wordt op dezelfde wijze betekend.

§ 3. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende stukken :

1° een ontwerp van leningsovereenkomst, opgemaakt door de geselecteerde kredietinstelling, met melding van de gebruikelijke gegevens en clausules en, vooral, van het bedrag van de lening, van de structuur van de rentevoet en van de eventuele financiële lasten, van de duur van de lening en van de indicatieve afschrijvingstabel op de datum van de offerte;

2° een bericht van de financiële instelling waaruit blijkt dat de gecertificeerde balansen en resultatenrekeningen van de laatste 3 boekjaren en het financieel investeringsplan door de financiële instelling geëvalueerd werden;

3° het bewijs dat de lener een ondergeschikte openbare administratie, een vereniging zonder winstoogmerk of een instelling van openbaar nut is.

Art. 8. § 1. Om de controle op de toekenning van de waarborg mogelijk te maken verbindt de lener zich ertoe :

1° alle financiële en boekhoudkundige gegevens te verstrekken die nodig zijn voor de beoordeling van het risico;

2° elk bewijsstuk over te leggen waaruit blijkt dat de lening voor de voorziene doeleinden gebruikt werd en dat het project waarvoor ze verleend werd goed uitgevoerd werd;

3° zijn goederen of onroerende goederen niet te vervreemden of niet zonder de voorafgaande instemming van de Minister als waarborg aan derden te geven voor de terugbetaling van de door de Regering gewaarborgde lening;

4° een hypotheek toe te staan, om de vastlegging van de waarborg van het gewest te garanderen, op de onroerende goederen die hij bezit of zou aankopen, op het eerste verzoek van de Minister en ten belope van het bedrag dat door de Minister vastgelegd zal worden. Indien de aanvrager een VZW is, kan de Minister eisen dat de verbintenis van de lener geconcretiseerd wordt door een authentiek mandaat om zijn onroerende goederen ten belope van het gewaarborgde bedrag te hypothekeren. Tussen de financiële instelling(en) en het Waalse Gewest kan een overeenkomst van gelijkheid van rang getekend worden.

§ 2. Indien de waarborg van het Waalse Gewest samenvalt met de borgstelling van een derde, wordt de derde in zijn betrekkingen met het Waalse Gewest beschouwd als hoofdschuldenaar hoofdelijk en ondeelbaar verbonden met de lener zodat hij geen beroep tegen de Regering kan instellen indien hij in de plaats van de lener moet betalen. Daarentegen kan de Regering, indien ze de financiële instelling terugbetaalt, een beroep in evenredige mate tegen de waarborg instellen.

Art. 9. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustings,
M. DAERDEN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT